

LES JEUNES ET LA CAMPAGNE ANTIMINES TERRESTRES

De jeunes Canadiens donnent corps à la Convention d'Ottawa sur l'interdiction des mines antipersonnel. En faisant mieux connaître le problème des mines, ils jouent un rôle dans la lutte contre ce fléau.

Le petit village agricole de Morden, dans le Sud du Manitoba, est bien loin des champs de mines meurtriers qui émaillent les régions de l'Asie du Sud éprouvées par la guerre.

C'est pourtant là qu'est la base d'opérations de deux jeunes Canadiens bien déterminés à contribuer au règlement de la crise humanitaire causée par les mines antipersonnel : Darryl Toews et Meredith Daun sont les cofondateurs d'une organisation bénévole vouée à la promotion de la Convention d'Ottawa de 1997 qui a amorcé l'interdiction universelle des mines antipersonnel.

Ils n'agissent pas seuls. Avec l'appui d'Affaires étrangères Canada (AEC), de la Croix-Rouge et d'organisations non gouvernementales comme Action Mines Canada, de jeunes Canadiens s'affairent à sensibiliser l'opinion publique, à former des bénévoles et à faire pression sur les

politiciens, chez eux et à l'étranger, au sujet des mines antipersonnel.

« Le problème est soluble », déclare Darryl, 35 ans, professeur de sciences sociales au secondaire à Morden. « Ici, au Manitoba, on est bien loin des zones touchées, mais on peut grandement contribuer à résoudre ce problème dans d'autres pays. »

Meredith et Darryl se sont connus il y a cinq ans alors qu'ils travaillaient comme bénévoles et se sont mariés en 2002. Ils se sont intéressés au dossier des mines antipersonnel durant leurs études universitaires, mais c'est grâce au Programme des jeunes ambassadeurs pour l'action contre les mines, qui organise des stages de 10 mois avec le soutien d'AEC, de la Croix-Rouge et d'Action Mines Canada, qu'ils sont devenus militants à part entière.

Depuis sa fondation il y a sept ans, le Programme des jeunes ambassadeurs choisit chaque année de 6 à 12 diplômés d'université qui visiteront des écoles, organiseront des conférences et collecteront des fonds dans leur province.

Jeune ambassadeur pour l'action contre les mines en 1999-2000, Darryl s'est rendu en Bosnie pour constater de visu les ravages des mines antipersonnel. Meredith, 26 ans, travailleuse sociale dans la fonction publique manitobaine, lui a succédé l'année suivante et est allée au Cambodge, où elle a rencontré des survivants et des démineurs pour se renseigner. « Si une personne est blessée ou tuée, cela atteint toute la famille, fait-elle observer. »

Il y a trois ans, ils ont fondé un groupement local, la *Manitoba Campaign to Ban Landmines*, pour susciter des appuis. Ils visitent des écoles et coopèrent



Crise humanitaire : Une victime reçoit un nouveau membre artificiel au Centre de réhabilitation de la Croix-Rouge américaine au Cambodge.

avec l'actuelle jeune ambassadrice pour l'action contre les mines, Bequie Lake.

Les jeunes se consacrent au dossier des mines antipersonnel de nombreuses façons. Avec l'aide d'AEC, de l'Agence canadienne de développement international et d'autres commanditaires, Action Mines Canada a envoyé en novembre dernier trois jeunes Canadiens à une conférence jeunesse qui a eu lieu en marge du sommet de Nairobi de 2004 pour un monde sans mines.

« Nous envoyons des jeunes aux conférences internationales pour qu'ils observent ce qui s'y passe », explique Christa McMillan, gestionnaire de programme à Action Mines Canada. Elle ajoute que par la même occasion, les jeunes assistent à une série d'ateliers sur les compétences et sur la formation. Cette année, son organisation aide des partenaires étrangers en Asie du Sud à organiser des séances de formation pour rallier les jeunes et collabore à la rédaction d'un manuel d'enrôlement des jeunes en cinq langues.

AEC soutient un programme international qui prépare des jeunes à



Meredith Daun, vêtue d'une combinaison de démineur lors d'une activité de sensibilisation au problème des mines en 2000. Elle était alors jeune ambassadrice pour l'action contre les mines du Manitoba.